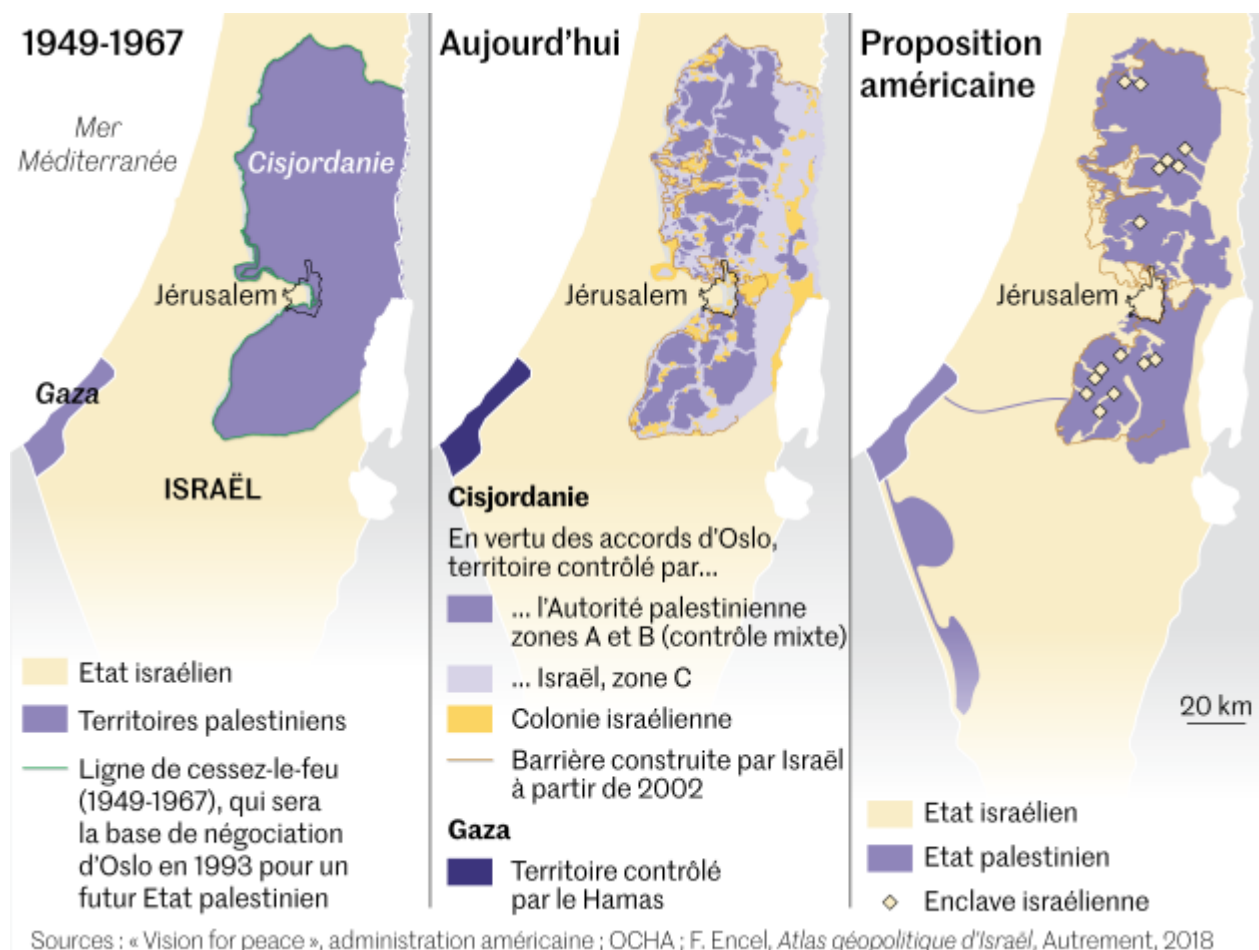


Moyen-Orient : Trump s'assoit sur l'impossible consensus international



Entre chefs d'État pragmatiques et de bon sens, on se comprend. C'est ainsi que Boris Johnson vient de déclarer que **le plan américain au Proche-Orient est une avancée positive**. Il a raison.

Après 20 années de pourparlers sans lendemain, place au pragmatisme et aux réalités quotidiennes. Au diable le consensus international, synonyme de blocage éternel ! Le plan a été concocté par Jared Kushner, le gendre de Donald Trump. Les Palestiniens ont toujours dénoncé la politique du fait accompli menée par Israël, mais ils oublient l'essentiel : En 1947, lors du partage de la Palestine, ils ont refusé la présence d'un État juif à leurs côtés. Et depuis 70 ans ils

refusent toujours de reconnaître Israël en tant qu'État juif.
Rappelons qu'au cours des trois guerres israélo-arabes qui ont suivi, en 1948, 1967 et 1973, ce sont toujours les pays arabes qui ont été les agresseurs !

Avec sa simplicité et sa modestie coutumières, Trump vient donc de déclarer que son plan est « **l'accord du siècle, une occasion historique, là où tout le monde a essayé et échoué misérablement** » !

« **Mais je n'ai pas été élu pour me tenir à l'écart des grandes difficultés...** » a-t-il ajouté, soulignant que son plan était un « **accord gagnant-gagnant** ».

La carte de la Cisjordanie est donc remaniée, les colonies israéliennes confirmées et désenclavées, reliées par de larges couloirs. La bande de Gaza, qui devra être démilitarisée, sera reliée à la Cisjordanie par un tunnel. (source Figaro)

Deux vastes zones dans le désert du Néguev, le long de la frontière égyptienne, seront réservées aux Palestiniens, afin d'y développer une industrie de haute technologie et une agriculture moderne avec l'aide des États-Unis.

Jérusalem reste la capitale « indivisible » de l'État d'Israël et « les États-Unis reconnaissent la souveraineté d'Israël sur tous les territoires qui lui appartiennent ».

Trump a promis une aide massive aux Palestiniens, pour « **sortir de la misère et de la dépendance à la charité internationale** ».

Côté Netanyahu, c'est l'extase. Le Premier ministre a rappelé que le Président Truman a été le premier dirigeant du monde à reconnaître l'État d'Israël le 14 mai 1948. Et ce 28 janvier 2020, c'est Trump qui reconnaît la souveraineté d'Israël sur la Judée-Samarie.

Les Palestiniens doivent reconnaître Israël en tant qu'État juif. L'État hébreu garde le contrôle de la vallée du Jourdain et conserve des frontières qui assurent sa défense.

Mais, du côté de la droite nationaliste israélienne, les concessions territoriales dans le désert du Néguev passent mal.

Évidemment, côté palestinien, c'est la colère. Ce plan est

« un complot pour liquider la cause palestinienne ». **« Une conspiration et une triste mascarade politique » déclare Mahmoud Abbas.**

À Ramallah, on dénonce un apartheid à la sud-africaine, avec des zones palestiniennes sans continuité territoriale.

Du coup, Hamas et Fatah, frères ennemis de la cause palestinienne, resserrent les rangs et en appellent au boycott international du plan Trump.

Mais les leaders ne sont pas en position de force. Sans armée, sans diplomatie et dépendant entièrement de l'aide internationale massive, ils ne peuvent que subir. La force est du côté israélien, les dollars du côté américain...

Côté arabe, on fait profil bas.

Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Jordanie et Égypte sont tous alliés des États-Unis. **Et ils partagent avec Israël un ennemi juré : l'Iran.**

Évidemment, si la solution à deux États reste l'objectif arabe, **pas question pour Israël de revenir aux frontières de 1967,** comme le veulent les Saoudiens. Pour les religieux musulmans, c'est Jérusalem capitale d'Israël qui pose problème.

Mais tous ces pays arabes ont besoin des États-Unis, garants de leur sécurité face à l'Iran ou l'EI, sans parler des aides financières pour l'Égypte et la Jordanie.

À Téhéran et Ankara, on dénonce un plan d'occupation.

À Moscou, on attend les réactions en prônant le dialogue direct entre les parties.

À l'Onu, on en reste au retour aux frontières de 1967, un suicide pour Israël.

Enfin, côté européen, c'est l'humiliation. L'UE compte pour du beurre, puisque ce plan, élaboré pendant deux ans, n'a été concocté qu'entre Trump et Netanyahu.

Il faut reconnaître que les positions européenne et française, systématiquement pro-palestiniennes, ont refroidi les Israéliens depuis des décennies.

Seul Boris Johnson a été consulté par Trump.

Sans armée, sans diplomatie, sans vision ni intérêts communs,

l'UE ne pèse plus rien sur l'échiquier international. Ni au Moyen-Orient, ni ailleurs.

En 2017, notre naïf Président avait osé déclarer, à propos du conflit israélo-palestinien : « Les Américains sont marginalisés, j'essaie de ne pas faire de même ». Mauvaise pioche !

C'est Trump qui mène le bal aujourd'hui, en tant que seul leader du monde occidental réellement pro-israélien.

D'ailleurs, au lieu de chercher à peser sur le conflit du Proche-Orient, l'Élysée ferait mieux de protéger nos compatriotes juifs, chassés du 9-3 dans l'indifférence générale.

On le voit, le « deal du siècle » ne fait pas l'unanimité. Les sionistes ne veulent pas entendre parler d'un État palestinien, mais le fait que ce plan renforce la souveraineté d'Israël sur la Judée-Samarie leur convient parfaitement.

Les Palestiniens vont refuser ce plan. Ce qui poussera les Israéliens à étendre leur souveraineté sur la Cisjordanie, confirmant la vision de Trump.

On peut toujours brailler à l'injustice, dénoncer la politique du fait accompli menée par Israël, mais la vérité se résume en deux lignes :

Primo, si les Palestiniens avaient accepté un État juif à leurs côtés dès 1947, le problème serait réglé depuis plus de 70 ans.

Secundo, si les pays arabes n'avaient pas agressé par trois fois l'État hébreu, celui-ci n'aurait pas eu besoin d'étendre son territoire et d'élargir ses frontières, pour se protéger et assurer sa sécurité.

Il n'y aura donc jamais de retour aux frontières de 1967. C'est une question de survie pour Israël.

Voilà plus de 70 ans que les Palestiniens sont réfugiés de père en fils, vivant de l'aide internationale, aussi massive qu'interminable. Veulent-ils vraiment un État et perdre ce statut privilégié, **perdre leur rente à vie ?**

Les Israéliens ne quitteront jamais la Judée-Samarie. Ils ont commis cette erreur en 2005 en abandonnant la bande de Gaza.

On a vu le résultat.

Hamas et Fatah se sont aussitôt entretués pour le pouvoir et **Gaza est devenu un sanctuaire islamiste jurant de rayer Israël de la carte !**

Comment négocier dans ces conditions ? Comment accorder quelque crédit à l'Autorité palestinienne, incapable d'assurer la paix dans son propre camp ?

Ce n'est pas une guerre de 100 ans qui envenime le Moyen-Orient, mais une guerre de 1 000 ans.

Jacques Guillemain